



LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

GESTION DE L'EAU :

POUR UN ETABLISSEMENT PUBLIC

CHARGE DE LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU

DANS LE CADRE D'UNE REGIE DIRECTE

Depuis des années, gestion de l'eau rime avec **pénurie, restriction, qualité douteuse et prix exorbitant**. Et de faire appel à notre solidarité pour nous culpabiliser alors que les vrais responsables de cette abomination « se la coulent douce ». Et pourtant, nous vivons dans une zone géographique à forte pluviométrie, dans un pays traversé par de très nombreuses rivières. **Et pourtant, la gestion de ce précieux liquide a été déléguée à des spécialistes internationaux soi-disant pour plus d'efficacité et pour le bien être des Guadeloupéens.**

La réalité est tout autre :

- Plus de 50% de la ressource produite disparaît à cause de la vétusté des canalisations.
- Des conduites existantes en amiante ciment.
- L'eau de Guadeloupe est l'une des plus chères de France.
- Des prix différents du mètre cube en fonction de la localisation géographique et du syndicat gestionnaire.
- La mainmise de trois multinationales sur la production et la distribution de l'eau en Guadeloupe.
- Des doutes sérieux sur la qualité et la potabilité de l'eau du robinet.

Et cela dure depuis de nombreuses années malgré l'engagement des élus et de l'Etat dans le cadre du protocole LKP du 04 mars 2009 qui proposait déjà la mise en place d'un véritable service public en régie directe.

L'eau en Guadeloupe est produite et distribuée essentiellement par trois multinationales (VEOLIA : Générales des Eaux - BOUYGUES : CGSP - GELSENWASSER : Nantaises des eaux) dont les actionnaires sont présents pour gagner de l'argent avec notre eau, cette ressource naturelle, et gratuite, ce bien commun. **Ces multinationales qui gèrent notre eau, le font pour leurs propres intérêts et non pour le bien être des Guadeloupéens.**

Ainsi, en contrepartie de la construction d'un gymnase ou d'autres infrastructures communales ou départementales, la gestion de notre eau a été confiée à des *asasou*, des capitalistes qui ne se préoccupent ni de la santé, ni du bien être, ni de la qualité de vie des Guadeloupéens mais qui sont là POU FÈ LAJAN, uniquement pour faire des profits encore et encore.

NON, ces spécialistes ne gèrent pas notre EAU en bon père de famille mais pillent notre ressource et nos poches.

CES JOURS-CI, LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL REVIENT SUR L'IDEE D'UN SYNDICAT UNIQUE MAIS N'OSE PAS POSER LE VRAI PROBLEME : CELUI DE LA MAINMISE DES TROIS MULTINATIONALES SUR NOTRE EAU. Aussi, l'étude de faisabilité relative à la mise en place d'une structure unique de production d'eau potable pour la Guadeloupe, confiée à l'Office de l'eau ne répond pas à cette problématique.

CAR créer un syndicat unique sans mettre en régie directe la gestion de notre eau revient à conforter la présence et à garantir la mainmise des multinationales sur notre eau, sur nos vies et à pérenniser un système qui profite uniquement aux actionnaires des multinationales, un système basée sur la *pwofitasyon*.

Ce regroupement entraînerait une unification du prix de l'eau et peut être une très légère baisse du prix moyen du mètre cube. Mais elle ne s'attaque pas au cœur du problème à savoir la domination des multinationales VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER sur notre eau, les profits exorbitants réalisés par ces derniers et la nécessaire mise sous contrôle public de la gestion, de la production et de la distribution de l'eau en Guadeloupe.

POUR UNE REGIE DIRECTE AU SERVICE DES USAGERS DE GUADELOUPE.

Régler le problème de la gestion de l'eau en Guadeloupe passe obligatoirement par la mise en place d'une régie directe à l'échelle de la Guadeloupe toute entière, à l'image de ce qui existe à Trois-Rivières. C'est d'ailleurs cette commune qui fournit l'eau la moins chère car l'utilisateur ne rémunère aucune multinationale, aucun actionnaire.

Le prix payé par l'utilisateur doit essentiellement servir à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs; et non à l'enrichissement des actionnaires de VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER.

L'eau n'est pas une marchandise mais un bien précieux qui nous appartient à tous. C'est l'intérêt des guadeloupéens qui doit être mis en avant et non celui des arrivistes et autres profiteurs. Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public chargé de la gestion d'un service public de production et de distribution de l'eau.

VEOLIA, BOUYGUES et GELSENWASSER nous spolient. A travers le monde, c'est le même constat et la même volonté de retirer la gestion de l'eau de sous les griffes des multinationales. Amsterdam, Vienne, Paris, Toulouse, Grenoble, Aix en Provence, Rouen, Munich, Malmö, ... ont déjà repris en régie directe la gestion de leur eau dans un vaste élan de « remunicipalisation de la gestion de l'eau » pour en finir avec la domination des multinationales sur ce bien précieux. Des pays entiers font de même. Aussi, tout comme en 2009, et tout comme les élus s'y étaient engagés, LKP exige :

- La mise en régie directe de notre eau dans le cadre d'un établissement public de gestion, de production et de distribution de l'eau pour en finir avec la *pwofitasyon* et revenir à un prix juste et équitable ;
- L'arrêt de toutes délégations de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;
- La mise en œuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe ;
- La rénovation et le remplacement de l'ensemble des canalisations du réseau comme les élus et l'Etat s'y étaient engagés en 2009 ;
- La mise en œuvre d'un véritable dispositif de « confiance » sur la qualité et la potabilité de l'eau.

**PARTICIPONS MASSIVEMENT AU MEETING D'INFORMATION
LUNDI 26 MAI A 19H00 A RIVIERES DES PERES (B/TERRE)
PRES DU LYCEE**

GWADLOUP SÉ TAN NOU - GWADLOUPÉYEN DOUBOUT !

LKP - Lapwent - 20 Mé 2014